

UNION - TRAVAIL - JUSTICE

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE

ACTES DE PORTEE GENERALE

ASSEMBLEE NATIONALE

* Loi N° 7/94 du 16 septembre 1994, portant organisation de la Justice.	190
Loi organique N° 8/94 du 16 septembre 1994, portant modification de la loi N° 2/93 du 14 avril 1993, fixant la composition, l'organisation, et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature.	195
Loi organique N° 9/94 du 16 septembre 1994, fixant l'organisation, la composition, la compétence et le fonctionnement de la Cour judiciaire, des cours d'appel et des tribunaux de première instance.	196
Loi organique N° 10/94 du 16 septembre 1994, fixant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour administrative.	200
Loi organique N° 11/94 du 16 septembre 1994, fixant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour des comptes.	204
Loi organique N° 12/94 du 16 septembre 1994, portant statut des magistrats.	218

Loi organique N° 13/94 du 16 septembre 1994, portant modification de la loi organique N° 9/91 du 26 septembre 1994 sur la Cour constitutionnelle.	225
--	-----

COUR CONSTITUTIONNELLE

Décision N° 16/CC du 15 septembre 1994, relative à la loi organique fixant l'organisation, la composition et le fonctionnement de la Cour administrative.	231
Décision N° 17/CC du 15 septembre 1994, relative à la loi organique N° 13/94 portant modification de la loi organique N° 9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour constitutionnelle.	232
Décision N° 18/CC du 15 septembre 1994, relative à la loi organique N° 11/94 fixant l'organisation, la composition et les règles de procédure de la Cour des comptes.	233
Décision N° 19/GCC du 15 septembre 1994, relative à la loi organique N° 9/94 fixant l'organisation, la composition, la compétence et le fonctionnement de la Cour judiciaire, des cours d'appel et des tribunaux de première instance.	233

Décision N° 20/GCC du 15 septembre 1994, relative à la loi organique N° 8/94 portant modification de la loi organique N° 2/93 du 14 avril 1993, fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature. 233

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Ordonnance N° 10/94/PR du 20 septembre 1994, autorisant l'Etat gabonais à contracter un emprunt en monnaies diverses d'un montant maximum équivalant à 50.000.000 (cinquante millions) d'unités de compte (U.C.) auprès de la Banque africaine de développement (BAD). 234

Ordonnance N° 11/PR/94 du 1er septembre 1994, modifiant la loi N° 5/85 du 27 juin 1985, portant règlement général de la comptabilité publique. 234

Décret N° 875/PR du 15 septembre 1994, portant désignation du ministre assurant l'intérim du Premier ministre, chef du gouvernement. 235

MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DES PARTICIPATIONS

Arrêté N° 312/MFBP/CAB du 8 septembre 1994, portant organisation et fonctionnement de la commission de suivi de la réalisation des programmes avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. 235

Décision N° 202/MFBP/CAB du 8 septembre 1994, portant désignation et nomination des membres de la commission de suivi des programmes avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. 236

ANNONCES LEGALES, AVIS ET COMMUNIQUES

- Règlement du jeu instantané dénommé "BANCO" en République gabonaise. 237
- Exploitation forestière. 237

Article 2 : Le ministre des Finances reste l'ordonnateur unique du budget de l'Etat.

Article 3 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée selon la procédure d'urgence, comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 1er septembre 1994

Le président de la République
chef de l'Etat :

El Hadj Omar BONGO

*Le Premier ministre,
chef du gouvernement*
Casimir OYE MBA

*Le ministre des Finances, du Budget
et des des Participations*
Marcel DOUPAMBY MATOKA

*Le ministre de l'Economie,
de la Planification, du Redressement
du secteur parapublic et
de la Privatisation*
André, Dieudonné BERRE

*Décret N° 875/PR, portant désignation du ministre
assurant l'intérim du Premier ministre, chef du gouvernement.*

Le président de la République, chef de l'Etat,

Vu la Constitution, notamment en son article 29, alinéa 2;

Vu les décrets N°s 286/PR et 309/PR des 13 et 25 mars 1994, fixant la composition du gouvernement, ensemble les textes modificatifs subséquents;

D E C R E T E :

Article premier : L'intérim du Premier ministre, chef du gouvernement, absent du Gabon du 31 août au 17 septembre 1994, est assuré par M. Jacques ADIAHENOT, ministre d'Etat, ministre de la Communication, des postes et télécommunications.

Article 2 : M. Jacques ADIAHENOT est investi à ce titre de la plénitude des pouvoirs du Premier ministre.

Article 3 : L'exercice de ces pouvoirs cesse de plein droit dès le retour du Premier ministre, sans qu'il y ait lieu de prendre un acte spécial constatant la fin de l'intérim.

Article 4 : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 15 septembre 1994

Par le président de la République,
chef de l'Etat

El Hadj Omar BONGO

*Le Premier ministre,
chef du gouvernement*
Casimir OYE MBA

*Le ministre d'Etat,
ministre de la Communication,
des postes et télécommunications*
Jacques ADIAHENOT

Ministère des Finances, du Budget et des Participations

Arrêté N° 312/MFBP/CAB, portant organisation et fonctionnement de la commission de suivi de la réalisation des programmes avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Le ministre des Finances, du Budget et des Participations,

Vu la Constitution;

Vu les décrets N°s 286/PR et 309/PR des 13 et 25 mars 1994, fixant la composition du gouvernement, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi N° 5/94 du 25 juillet 1994, modifiant le budget de l'Etat, gestion 1994;

Vu le décret N° 1207/PR/MINECOFIN du 17 novembre 1977, portant attributions et organisation du ministère de l'Economie, des Finances et des Participations.

A R R E T E :

Article premier : Le présent arrêté a pour objet l'organisation et le fonctionnement de la commission de suivi de la réalisation des programmes avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ci-après désignés respectivement par les initiales F.M.I et B.M.

Article 2 : La commission visée à l'article premier ci-dessus est dénommée "la commission de suivi des programmes d'ajustement structurel" ou "commission de suivi des P.A.S."

Article 3 : Sous la présidence du ministre chargé des Finances, la commission de suivi des P.A.S a pour missions, en collaboration avec l'ensemble des administrations concernées : le suivi de l'élaboration des programmes d'ajustement structurel et/ou de stabilisation avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, le suivi de l'exécution de ces programmes et l'évaluation de leur impact socio-économique.

Article 4 : A ce titre, la commission de suivi des P.A.S est chargée :

- dans le cadre du suivi de l'élaboration des programmes :

* de définir, collecter et traiter toutes les informations nécessaires au bon déroulement des missions du F.M.I. et de la B.M., notamment de traiter et de rendre exploitables les données statistiques indispensables à l'appréciation de la situation économique, financière et sociale d'ensemble;

* de rédiger les rapports d'analyse de situation;

* de prendre part à l'ensemble des travaux se rapportant aux missions du F.M.I et de la B.M.;

* d'examiner et de faire toutes suggestions sur l'ensemble des textes et documents élaborés dans le cadre des programmes;